## DEPARTEMENT DE L'EURE Arrondissement d'Evreux

Commune nouvelle de MESNILS-SUR-ITON 02.32.34.50.37 Envoyé en préfecture le 10/06/2024

Reçu en préfecture le 10/06/2024

Publié le

ID: 027-200084812-20240607-D\_2024\_06\_01-DE



## Extrait du registre des décisions du Maire Décision n° 2024 06 01

Objet : Marché de Services – Service de gestion de la cuisine centrale de Mesnils-sur-iton et fourniture de denrées alimentaires

Le Maire de la Commune de Mesnils-sur-Iton,

Vu l'article L.2122-22 (4°) du Code Général des Collectivités Territoriale,

Vu l'ordonnance du 26 novembre 2018 relative à la commande publique,

Vu le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 du nouveau code de la commande publique,

Vu la délibération n°2020-036 du 10 juillet 2020, déléguant au maire le pouvoir « de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget »

Vu les articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du code de la commande publique,

## **DÉCIDE**

<u>Article 1<sup>er</sup></u> : de procéder à la signature du marché de services avec l'entreprise :

SAS DUPONT RESTAURATION - 13 Avenue Blaise Pascal – ZA Les Portes du Nord 62820 LIBERCOURT

Le marché est conclu pour une durée de 4 ans à compter du 16 août 2024.

Le montant des prestations pour la période initiale est défini comme suit :

- Prix unitaire du repas : 4,5087 € HT soit 4.76 € TTC (TVA 5.5%)

Article 2 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Article 3: Ampliation de la présente décision sera faite au registre des décisions et transmise à :

- Monsieur le Préfet de l'Eure,
- Monsieur le Trésorier de Breteuil sur Iton.

Fait à Mesnils-sur-Iton, le 07 juin 2024 Colette BONNARD, Maire,



Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte

Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Rouen (76) dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application des dispositions des articles R421-1 à R421-5 du Code de Justice Administratives. La juridiction peut être saisie de manière dématérialisée par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr